

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES
ET EUROPÉENNES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par : Claire Lise SOUVIGNET
E-mail : claire-lise.souvignet@loire.pref.gouv.fr
☎ 04.77.48.45.25
Dossier n° 97/0020
Opération n°2006/1563

Le Préfet de la Loire

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 512-12-2ème alinéa ;

VU le décret modifié du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement) ;

VU le dossier de déclaration déposé le 20 octobre 1997 en Sous-Préfecture de MONTBRISON par la **S.A. LINOSSIER** au titre de la rubrique 1172-3 de la nomenclature pour les activités de fabrication de comprimés désinfectants à base de produits chlorés exercées sur le territoire de la commune de SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT - Route de St Marcellin ;

VU le récépissé de déclaration délivré le 26 juin 2002 à la **S.A. LINOSSIER** au titre des rubriques 1200-2c, 1510-2, 2630-2 et 2925 de la nomenclature pour les activités de production de comprimés détergents chlorés exercées dans l'enceinte des installations sises à SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT - Route de St Marcellin ;

VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 3 juillet 2006 établi suite au sinistre survenu le 18 juin 2006 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 13 septembre 2006 ;

VU le courrier de l'exploitant en date du 27 septembre 2006 dans lequel il fait part des travaux effectués suite à l'incendie du 18 juin 2006 ;

CONSIDERANT que cet établissement a été marqué par au moins quatre incendies dont le plus important s'est déroulé le 31 mars 2005 ;

CONSIDERANT que le sinistre susmentionné et ses conséquences peuvent porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas présenté d'observations dans les délais impartis au projet d'arrêté transmis le 29 septembre 2006 ;

CONSIDERANT que dans ces conditions il apparaît nécessaire de prescrire immédiatement conformément aux dispositions de l'article 512-12 du Code de l'Environnement, la mise en œuvre de mesures conservatoires nécessaires à la protection des intérêts susnommés ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1

La **S.A. LINOSSIER**, sise route de St Marcellin à ST JUST ST RAMBERT devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin que les conséquences du sinistre du 18 juin 2006 n'aient pas d'incidence sur l'environnement.

A cet effet, les mesures suivantes devront notamment être prises :

➤ maintien de l'installation sinistrée en sécurité permanente suivant une méthodologie que l'exploitant portera à la connaissance de l'inspecteur des installations classées dès notification du présent arrêté ;

➤ évacuation de tous les déchets dans des installations classées autorisées à cet effet et en particulier les eaux d'extinction d'incendie. Les justificatifs d'élimination de ces déchets seront transmis à l'inspecteur des installations classées.

Article 2

La **S.A. LINOSSIER** fournira sous un mois un rapport d'accident décrivant l'incendie, la détermination des causes du sinistre. Elle présentera les mesures compensatoires préconisées pour que ce type d'accident ne puisse se reproduire.

Article 3

Un complément à l'étude des dangers sera fourni sous deux mois qui portera en particulier sur :

- ♦ des détections et des alarmes incendie sur l'ensemble du site,
- ♦ le dispositif d'alerte,
- ♦ les dispositifs de prévention des actes de malveillance.

Article 4

Les travaux et études nécessaires pour satisfaire aux dispositions des articles 1, 2 et 3 ci-dessus sont à la charge de l'exploitant.

Article 5

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 6

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Article 7

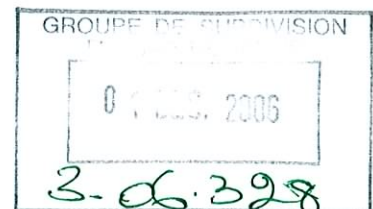
Mme le Sous-Préfet de MONTBRISON, M. le Maire de SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à, Saint-Étienne, le

30 NOV 2006

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Patrick PERLIN



Ampliation adressée à :

-Monsieur le Directeur
S.A. LINOSSIER
route de St Marcellin
42170 SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT

- Mme le Sous-Préfet de MONTBRISON

- Monsieur le maire de SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT

- M. l'Inspecteur des installations classées -Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

- Archives

- Chrono

Pour le Préfet et par délégation
l'Attaché Principal
Chef de Bureau

Paulene COLLONGRON